L'OPA inamicale de Veolia sur Suez bloquée par la justice

Le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, a annoncé dans la matinée que le gendarme de la Bourse de Paris allait être saisi.

Par L'Obs avec AFP

Publié le 08 février 2021 à 08h18

Mis à jour le 08 février 2021 à 09h33

🕒 Temps de lecture 1 min

Le tribunal de commerce de Nanterre, saisi dimanche soir par Suez, a ordonné, ce lundi 8 février, à Veolia de suspendre le lancement de toute OPA contre son concurrent, dans l'attente d'un débat au fond sur ses précédents engagements d'amicalité.

Le tribunal ordonne à Veolia « *de ne pas rendre l'Autorité des Marchés financiers destinataire d'un projet d'offre public ni d'initier d'offre publique sur les titres de Suez non préalablement approuvée par le conseil d'administration de Suez* », indique l'ordonnance en référé, prise après la décision de Veolia, annoncée dimanche soir, de lancer son OPA sans l'accord de Suez.

Dans l'intervalle, Veolia avait formellement déposé à 7 heures son offre auprès de l'AMF. Mais elle se trouve désormais suspendue par la décision de justice.

Le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, a pour sa part annoncé dans la matinée que le gendarme de la Bourse de Paris allait être saisi. « *Cette offre n'est pas amicale et cela contrevient aux engagements qui ont été pris à plusieurs reprises par Veolia. Elle pose aussi des questions de transparence. Pourquoi est-ce que, subitement, cette offre a-t-elle été déposée ? Donc nous allons saisir l'Autorité des Marchés financiers dès ce matin* », a expliqué Bruno Le Maire sur Europe 1.

Suez toujours opposé à une fusion

Suez devra délivrer une assignation dite « *à bref délai* » à Veolia, en vue d'une audience le 18 février, ajoute le tribunal. Veolia, qui a acheté en octobre 29,9 % du capital de son grand concurrent auprès de l'énergéticien Engie, a décidé de lancer son OPA sur le reste des actions, estimant que « *ses tentatives répétées d'amicalité se sont toutes heurtées à l'opposition* » de sa cible.

L'OBS	Pg Journal	Pg Dossier	Lundi 8 Février 2021
	1	2 / 2	

Son conseil d'administration a décidé de lancer une offre publique d'achat au prix de 18 euros par action, sur les 70,1 % du capital qu'il ne détient pas, soit une opération d'un montant de 7,9 milliards d'euros en numéraire.

La direction de Suez s'oppose au projet de fusion, synonyme selon elle de casse sociale et industrielle.

Mi-janvier elle a annoncé une proposition alternative de reprise par les fonds Ardian et GIP, appelant Veolia à dialoguer. Antoine Frérot et le directeur général de Suez Bertrand Camus se sont finalement vus vendredi. Mais les deux positions semblaient peu conciliables, entre le projet de fusion de l'un et le projet de maintien de deux groupes indépendants de l'autre.